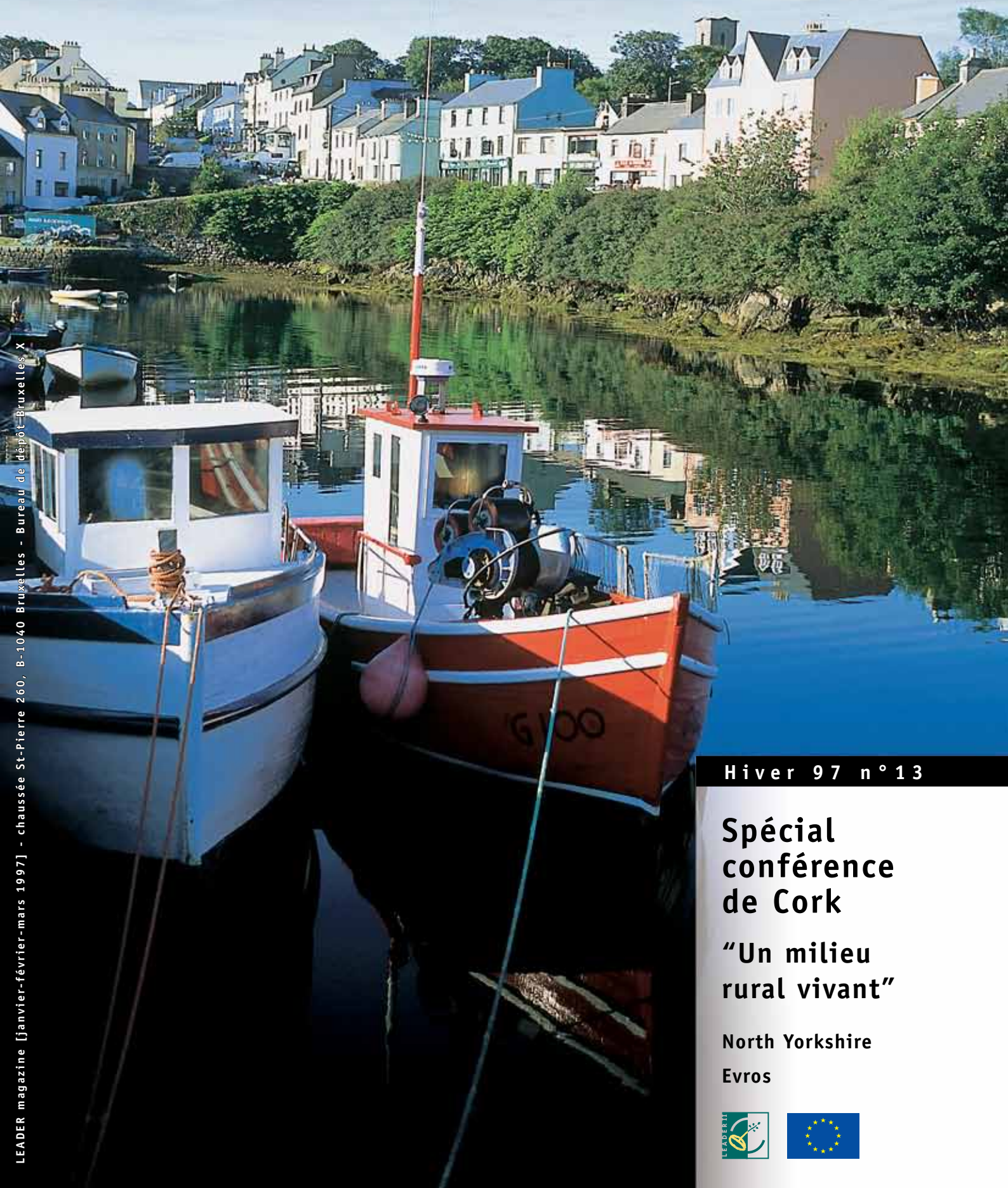


Revue trimestrielle du programme européen LEADER II

# LEADER II

magazine



Hiver 97 n° 13

**Spécial  
conférence  
de Cork**

**“Un milieu  
rural vivant”**

North Yorkshire  
Evros



# LEADER II

## en action



**Pays:** Espagne

**Action réalisée:** organisation de “foires médiévales”

**Coût:** 25 000 ECU

**UE:** 12 500 ECU

**Autres fonds publics:** 6 500 ECU

**Privé:** 6 500 ECU

*L’organisation, dans les diverses localités de notre territoire, de “foires médiévales” avec animations de rue et participants costumés, transforme la vente directe de produits artisanaux de qualité en véritable spectacle. Ces fêtes “différentes” offrent aux producteurs locaux un marché et une meilleure visibilité. Quant aux populations locales, elles apprécient particulièrement ces manifestations culturelles originales qui attirent également de nombreux touristes.”*

**Javier Velazquez,**  
responsable LEADER



**Pays:** Allemagne

**Action réalisée:** formation continue pour femmes-entrepreneurs

**Coût:** 20 000 ECU

**UE:** 7 000 ECU

**Autres fonds publics:** 3 000 ECU

**Privé:** 10 000 ECU

*“Les femmes jouent un rôle très important dans les entreprises ou exploitations agricoles familiales: elles assurent souvent la gestion, la tenue de livres, le suivi de la clientèle, etc. Or il n’est pas toujours facile de bien maîtriser ces tâches aussi diverses que complexes. C’est pourquoi notre groupe LEADER a conçu un programme de perfectionnement destiné aux femmes-entrepreneurs. La participation aux sessions de formation est très forte et les contacts qui s’y sont noués ont débouché sur la création d’un réseau informel de femmes-entrepreneurs à travers tout le Vogelsberg. Non seulement la compétitivité des petites entreprises familiales s’en trouve améliorée, mais les femmes se sentent davantage reconnues en tant qu’actrices économiques à part entière.”*

**Thomas Schaumberg,**  
coordinateur LEADER



**Pays:** Autriche

**Action réalisée:** appui à la filière laine

**Coût:** 1 087 500 ECU

**UE:** 112 500 ECU

**Autres fonds publics:** 382 500 ECU

**Privé:** 592 500 ECU

*“Ici, au pied du ‘toit de l’Autriche’, le travail de la laine est une activité ancestrale. Nous avons entrepris de revitaliser cette filière qui périssait, notamment en participant à la construction d’une unité pour la transformation de la laine et la fabrication d’une gamme complète de vêtements et de couvertures. Construit avec des matériaux locaux selon des procédés traditionnels, le bâtiment sert aussi de point de vente pour d’autres produits de la vallée, tout en abritant le siège du groupe LEADER.”*

**Kurt Rakobitsch,**  
coordinateur LEADER



**Pays:** Italie

**Action réalisée:** conditionnement de plantes médicinales

**Coût:** 300 000 ECU

**UE / autres fonds publics:** 150 000 ECU

**Privé:** 150 000 ECU

*“Depuis plusieurs années, la diversification de l’agriculture de la vallée de la Bormida passe par la culture des plantes médicinales. 46 agriculteurs sont membres de la coopérative ‘Agronatura’ qui propose deux types de produits bénéficiant d’un label écologique: les huiles essentielles (19 variétés) et les plantes séchées emballées sous vide. LEADER a contribué à financer l’achat d’équipements permettant de créer une ligne de production et d’emballage, ainsi que la réalisation de tests visant à introduire de nouvelles variétés et à améliorer la qualité des produits.”*

**Massimo Strapazzon,**  
coordinateur LEADER



# En quelques mots...

**Yves Champetier**, Directeur,  
Observatoire européen LEADER

## Dossier spécial conférence de Cork

### L'Europe rurale à l'horizon 2000: vers une politique intégrée de développement durable ..... 4



La conférence qui s'est déroulée à Cork (Irlande), du 7 au 9 novembre 1996, a esquissé les grandes orientations de la future politique européenne de développement rural.

### Le laboratoire LEADER ..... 6



LEADER a été l'une des "vedettes" de Cork, un exemple concret pour la politique européenne de développement rural à l'horizon 2000.

### Pour "un milieu rural vivant": un objectif, six ateliers ..... 8



La conférence de Cork comportait six ateliers, correspondant à autant d'enjeux pour le développement rural. Bilan résumé des travaux.

### La "Déclaration de Cork" ..... 13

### North Yorkshire Heritage Coast (Royaume-Uni): mobilisation générale ..... 15



La frange littorale du Yorkshire est un milieu rural dont les trois activités traditionnelles - pêche, agriculture et tourisme - sont en crise. Venu à point nommé, LEADER II est l'instrument privilégié pour identifier les besoins locaux. Avec la population.

### Evros (Grèce): les fruits du volontarisme..... 19



Le modèle de développement intégré mis en oeuvre par la municipalité de Tychoero et peu à peu reproduit dans les autres parties de la zone LEADER d'Evros (Thrace), laisse entrevoir un redéveloppement de cette région frontalière longtemps laissée pour compte. A condition cependant que le secteur privé prenne le relais de l'initiative publique.

Ce numéro de LEADER Magazine est consacré pour l'essentiel à la Conférence européenne sur le développement rural qui s'est déroulée à Cork (Irlande) du 7 au 9 novembre 1996.

Cet événement et la déclaration qui en a résulté représentent une étape particulièrement importante pour tous ceux qui sont impliqués dans la mise en oeuvre de l'Initiative LEADER. Les dimensions "approche locale" et "mise en réseau" y ont tenu en effet une place centrale.

Ainsi, la "Déclaration de Cork", reproduite ci-après, précise que la politique de développement rural "doit privilégier la participation des acteurs et les initiatives émanant de la base, qui permettent de conforter la créativité et la solidarité des communautés rurales". Elle indique également que "le développement rural doit être local et conduit par les communautés rurales, au sein d'un cadre européen cohérent".

Concernant l'aspect "réseau", plusieurs aspects ont été mis en avant dans la synthèse de l'atelier consacré à ce thème:

- > les réseaux sont un élément essentiel de la plus-value communautaire, facilitant les échanges de savoir-faire et d'expériences entre les acteurs ruraux de l'Union européenne, voire au delà des frontières de l'Union, avec les pays d'Europe centrale et orientale et les pays tiers méditerranéens;
- > la démarche de développement local et la mise en réseau participent à la mobilisation des citoyens, contribuant au nécessaire renforcement de la démocratie locale sans laquelle la construction européenne n'est pas possible;
- > les réseaux sont des lieux de créativité et d'anticipation qui participent à la conception, à la mise en oeuvre et au transfert des innovations indispensables dont ont besoin les territoires ruraux;
- > c'est au coeur de ces réseaux que s'invente progressivement une nouvelle culture ou vision européenne du développement rural.

Pour tous ceux qui sont impliqués dans LEADER, tant au niveau local, qu'aux niveaux régional, national et européen, cette reconnaissance du travail réalisé depuis plusieurs années maintenant va de pair avec l'absolue nécessité de "réussir LEADER II".

Le succès de LEADER I a créé des attentes nombreuses, tant auprès des populations que des institutions et organisations intervenant dans le développement rural. Le budget consacré à LEADER II est quatre fois supérieur à celui de LEADER I et près de 700 territoires sont aujourd'hui concernés par cette Initiative communautaire.

Au niveau local, la réussite de LEADER II nécessite une implication croissante des populations, des entreprises, des communautés rurales dans la définition et la réalisation des projets locaux, permettant d'engager les territoires ruraux sur la voie du développement durable telle que tracée à Cork.

Il faut notamment pour cela que les groupes d'action locale disposent de l'autonomie et des capacités suffisantes pour appuyer, le plus efficacement possible, avec le maximum de souplesse et au moment opportun, les projets des uns et des autres.

Ceci nécessite cependant - et des difficultés de mise en oeuvre de LEADER II dans certains Etats membres nous amènent à le souligner - une **bonne coordination** entre les divers niveaux d'appui (local, régional, national, européen) et également **une recherche de simplification des procédures et des responsabilités administratives**. La plupart des participants à la Conférence de Cork ont particulièrement insisté sur ces deux points et LEADER II peut montrer l'exemple.

Faciliter la tâche des groupes d'action locale, en leur permettant d'être plus efficaces dans l'appui aux initiatives des populations et entreprises et dans la mise en valeur des potentialités des territoires ruraux, tel est aujourd'hui l'un des grands défis pour tous ceux qui sont concernés par la réussite de cette Initiative et de la nouvelle politique de développement rural proposée à Cork, et plus généralement, par tous ceux qui depuis des années, s'investissent dans le renouveau de l'Europe rurale. <

# L'Europe rurale à l'horizon 2020 vers une politique intégrée d

La conférence qui s'est déroulée à Cork (Irlande), du 7 au 9 novembre 1996, a esquisé les grandes orientations de la future politique européenne de développement rural. Elle a débouché sur une "Déclaration de Cork" qui, sous bien des aspects, renforce dans une nouvelle dimension la stratégie déjà expérimentée dans le cadre de LEADER: le développement intégré et durable d'un milieu rural vivant, basé sur la participation de tous et de toutes.

**Environ 500 personnes**, en provenance des quinze Etats membres de l'Union européenne mais aussi de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, du bassin méditerranéen, du Canada, des Etats-Unis ou encore du Japon, ont participé à cette conférence intitulée **"L'Europe rurale — des perspectives d'avenir"** et organisée à l'initiative du Commissaire Franz Fischler chargé de l'agriculture et du développement rural. Qu'ils soient ministres, députés, fonctionnaires européens, nationaux, régionaux, locaux, représentants d'organismes internationaux, d'associations, d'organisations professionnelles, qu'ils soient experts, chercheurs, "acteurs de terrain", etc., tous les participants avaient

comme dénominateur commun le fait d'être, à des degrés divers, impliqués dans le développement rural. Présidée par Lord Henry Plumb, membre du Parlement européen, la conférence de Cork avait comme objectif de tracer les grandes orientations de la politique rurale européenne à l'horizon 2000 et au-delà.

M. Jimmy Deenihan, Secrétaire d'Etat irlandais chargé du développement rural, a d'abord rappelé le contexte dans lequel se situait ce qu'il a qualifié comme étant *"la plus importante conférence sur le développement rural jamais organisée en Europe"* et les grands défis auxquels devait faire face le monde rural européen, notamment: la mondialisation de l'économie – et son corollaire politique, la nouvelle ronde de négociations dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce –, l'instauration de la monnaie unique et le futur élargissement de l'Union européenne.

## L'agriculture au coeur du développement rural

Dans son discours d'introduction, le Commissaire Franz Fischler a d'abord insisté sur l'importance, la diversité, le dynamisme et les potentialités des territoires ruraux. Il a également souligné la place prépondérante qu'occupent et occuperont toujours l'agriculture et la sylviculture, tout en indiquant que l'importance de ces deux activités *"dépasse leur aspect purement sectoriel: elles*



000:

# e développement durable



sont multifonctionnelles. Elles configurent l'espace rural en contribuant à préserver un espace de vie économique et social intact, à protéger un cadre de paysages attrayant, à diversifier les activités des zones rurales."

Après avoir rappelé les déficiences structurelles des zones rurales ("des réseaux d'infrastructures incomplets, une offre insuffisante d'emplois et de services, des possibilités de formation et de perfectionnement insuffisantes"), M. Fischler a indiqué: "nous ne pouvons pas rester sans réaction. Nous devons certes préserver toutes les chances de l'agriculture européenne, mais nos actions doivent aussi déborder largement le secteur des activités liées à l'agriculture. La création d'emplois non agricoles, l'amélioration des infrastructures et des services, un redoublement de l'effort d'amélioration de l'environnement doivent logiquement faire partie de toute politique de développement rural."

## Une politique de développement intégrée pour toutes les zones rurales

"L'espace rural est un modèle socio-économique à part entière, qu'il s'agit de préserver au profit de la société européenne dans son ensemble", a affirmé le Commissaire avant de définir la politique rurale qu'il souhaitait mettre en avant. Il s'agit d'une politique basée sur:

- > une approche intégrée, multisectorielle, adaptée aux spécificités de chaque territoire rural;
- > une meilleure cohérence entre les instruments politiques et une plus grande efficacité des interventions qui "permette une utilisation optimale des ressources publiques";
- > une simplification et une plus grande transparence des procédures administratives;
- > l'amélioration du partenariat des institutions de l'Union européenne avec les instances nationales et régionales. Le Commissaire a également rappelé que l'intégration des acteurs locaux dans la démarche est une condition de l'efficacité des actions de développement rural ("les avantages de l'approche émanant de la base sont

évidents et conformes à l'édification d'une Europe fondée sur la subsidiarité").

Mais l'une des grandes nouveautés de cette "politique intégrée de développement rural durable" proposée par le Commissaire est qu'elle devrait concerner toutes les zones rurales: "ne sont-elles pas toutes plus ou moins soumises aux mêmes exigences et exposées aux mêmes risques? Ne sont-elles pas toutes sensibles aux problèmes de l'agriculture? Ne doivent-elles pas toutes offrir les prestations dont notre société a besoin? De ce point de vue, il ne me paraît plus logique de restreindre notre politique de développement rural à des zones sélectionnées."

Le discours de M. Fischler a été suivi par toute une série d'interventions d'experts et de responsables européens, nationaux, régionaux et locaux.

Très remarquée fut celle de M. Guy Legras, Directeur général de la DG VI, sur le bilan et les perspectives de la politique agricole commune (PAC). Deux orientations stratégiques ont retenu particulièrement l'attention:

- > la future politique agricole devrait être beaucoup plus orientée vers des objectifs de protection de l'environnement et de développement rural;
- > il convient de définir une véritable politique rurale intégrant la politique des marchés et le développement rural, regroupant un ensemble d'instruments trop éparpillés et conduisant à une gestion décentralisée de sa mise en oeuvre.

Huit ans après la publication de "**L'Avenir du monde rural**", la conférence de Cork marque une nouvelle étape décisive dans la politique rurale européenne, étape que certains des journalistes et observateurs présents n'ont pas hésité à qualifier de "révolution culturelle". <





## Le laboratoire LEADER

**LEADER a été l'une des "vedettes" de Cork, un exemple concret pour la politique européenne de développement rural à l'horizon 2000.**

*"M. Hyland, vous êtes apparemment très favorable au programme LEADER. Pensez-vous que LEADER soit le modèle de la future politique de développement intégrée prônée par M. Fischler?" "Oui, monsieur le Président."*

Préparation du stand LEADER



Cet échange entre François Grosrichard, envoyé spécial du quotidien français "Le Monde" et président de l'atelier "La qualité de vie dans les zones rurales", et Liam Hyland, rapporteur pour le Parlement européen ("Rapport sur la politique rurale européenne et la création d'une charte rurale européenne"), illustre parfaitement la place considérable qu'a tenu LEADER à la conférence de Cork.

Nombre d'orateurs, à commencer par le Secrétaire d'Etat irlandais, M. Jimmy Deenihan, ont rappelé la réussite de LEADER, tant en termes de stratégie (démarche territoriale, approche "ascendante", partenariat, intégration, innovation, etc.) qu'en termes de réalisations concrètes. En séance plénière, la présentation des grandes orientations proposées par le Commissaire Fischler et qui correspondent dans une large mesure à la "philosophie LEADER", a été illustrée par deux témoignages sur des actions locales innovantes: le Professeur Dimitrios Pantermalis, membre du Parlement grec, a souligné l'appui du programme LEADER Pieriki (Macédoine centrale) à la démarche d'une centaine d'agriculteurs qui



Péninsule de Beara  
[zone LEADER **West Cork**]

# ER

se sont mobilisés autour de la mise en valeur du patrimoine archéologique du village de Dion, près du mont Olympe; M. Jean-Louis Chauzy, Président du Conseil économique et social de la Région Midi-Pyrénées (France), a expliqué le processus qui a conduit à la revitalisation de la coutellerie artisanale de Laguiole (voir LEADER magazine n°5).

Chacun des six ateliers comportait au moins un membre de panel directement impliqué dans la mise en oeuvre de LEADER, que ce soit à titre de responsable européen, national ou régional, qu'en tant que membre de groupe d'action locale. Sont ainsi intervenus les GAL **Maestrazgo-Teruel** (Aragon, Espagne), **Pays Cathare** (Languedoc-Roussillon, France), **Probasto** (Norte, Portugal) – ces trois groupes avaient également chacun installé un stand –, **Clairvaux-Vianden** (Luxembourg) et **Natur- und Lebensraum Rhön** (Hesse, Allemagne), sans oublier le Réseau LEADER irlandais.

L'Observatoire européen LEADER a également joué un rôle très important, avant et pendant l'événement: participation au comité de pilotage de la conférence, préparation et synthèse de l'atelier sur les réseaux de coopération transnationale, tenue d'un stand permettant une prise de contact directe avec les participants ainsi qu'une diffusion des publications LEADER, démonstration "en continu" du site Internet "Rural Europe", etc.

Quant au groupe LEADER "local", West Cork, qui avait lui aussi installé un stand de présentation des produits de sa zone à l'entrée du site de la rencontre, il fut le but d'une des trois excursions organisées pour la circonstance: une cinquantaine de participants à la conférence furent ainsi accueillis au siège du GAL et purent découvrir "in vivo" la mise en oeuvre de LEADER, ayant la possibilité de voir fonctionner plusieurs projets liés à la valorisation des produits agro-alimentaires. Le groupe d'action locale avait reçu la veille le Commissaire Fischler à l'occasion du lancement officiel du label "West Cork". A noter enfin qu'une vingtaine de groupes LEADER, situés en Irlande et au Royaume-Uni, ont profité de la conférence de Cork pour se réunir et réfléchir sur les moyens à mettre en oeuvre pour renforcer la dimension locale et "ascendante" de leur programme, et engager des coopérations suivies sur ce thème (l'organisation d'un séminaire "réunissant les deux îles" est envisagée pour le premier trimestre 1997). <

Le Commissaire Franz Fischler et M. Jimmy Deenihan, Secrétaire d'Etat irlandais chargé du développement rural, reçus par les membres du groupe LEADER **West Cork**





# Pour “un milieu rural vivant” un objectif



Marché rural dans  
le Connemara [Irlande]

La conférence de Cork comportait six ateliers, correspondant à autant d'enjeux pour le développement rural. Un certain nombre de recommandations émanant de ces groupes de travail ont été incluses dans la “Déclaration de Cork”. Bilan résumé des travaux.

**“A Living Countryside”** (“un milieu rural vivant”), titre choisi par M. Richard Simmonds pour son intervention au début de la conférence, est vite devenu le slogan de Cork, le leitmotiv qui a rythmé les travaux de la deuxième journée.

Celle-ci a consisté en six ateliers consacrés respectivement au développement rural intégré, à l'emploi et à l'égalité des chances, à l'environnement et au développement durable, à la qualité de vie en milieu rural, à la coopération et aux transferts de bonnes pratiques, aux stratégies de développement local basées sur l'approche “ascendante”.

## **“Développement intégré : définition du concept”**

C'est M. Jean-François Poncet, Président de la Commission des Affaires économiques du Sénat de la République française, qui a présenté les conclusions de cet atelier, faisant d'abord remarquer que si l'approche intégrée du développement est un impératif admis par tous, elle est malheureusement “*prêchée plus qu'elle n'est appliquée*”...

Plus que de définir un concept déjà bien connu, il s'agissait surtout d'examiner comment réellement mettre en oeuvre l'intégration dans la nouvelle politique européenne de développement rural.

La solution pourrait être la mise en place d'un programme global régional, étendu à toutes les zones rurales sans exception. Un tel instrument présente de nombreux avantages, notamment en termes de simplification et de subsidiarité, à condition cependant de :



# divant”: tif, six ateliers

- > reconnaître le rôle toujours primordial de l’agriculture dans l’économie rurale;
- > continuer, au nom de la cohésion, à consacrer aux zones défavorisées des aides financières spécifiques;
- > ne pas cloisonner les régions, de façon à ne pas briser la solidarité financière, principe fondamental de l’intervention communautaire.

*“L’intégration est la voie, la diversité est la richesse, la solidarité est le ciment”, a conclu le rapporteur.*

## **“Emploi, égalité des chances et esprit d’entreprise dans les zones rurales”**

A l’instar de M. Jan Douwe Van der Ploeg, professeur à l’Université de Wageningen (Pays-Bas), les participants à cette table-ronde constatent que le monde rural est un ensemble socio-économique particulier où prédominent le plus souvent le travail indépendant, les petites entreprises familiales, la pluriactivité, la flexibilité de l’emploi et le contact avec la nature.

Ces spécificités rurales doivent être les grands axes d’un développement basé sur le capital endogène de chaque territoire et sur la diversification de l’économie locale, diversification qui facilite l’instauration d’une plus grande égalité des chances entre les femmes et les hommes.

La place essentielle de l’agriculture dans le monde rural a également été soulignée: *“sans les agriculteurs et les agricultrices, il n’y aura aucun développement rural.”* Le secteur agricole doit cependant se transformer de façon radicale pour atteindre quatre objectifs essentiels: l’emploi, l’égalité des chances, la qualité des produits et la protection de l’environnement.

Dans son rapport de l’atelier, Mme Ursula Stenzel, députée autrichienne au Parlement européen, a insisté sur la nécessité d’adapter les instruments communautaires pour mieux répondre aux défis du monde rural.

Cette adaptation passe par le respect de cinq principes:

- > la mise en place d’une politique rurale intégrée, les mesures sectorielles s’avérant insuffisantes pour résoudre les problèmes ruraux, complexes et multidimensionnels;
- > l’enveloppe financière consacrée à l’agriculture et aux zones rurales devrait demeurer au moins au même niveau mais le mécanisme des Fonds structurels devrait être refondu et prendre comme unité territoriale d’in-

- tervention la région, entité permettant de moduler les aides en fonction de la diversité des territoires ruraux;
- > la conception et la mise en oeuvre de la future politique rurale doivent largement faire appel aux ressources humaines locales et régionales;
- > l’appui au développement rural doit privilégier les projets à petite échelle plutôt que de viser les investissements lourds (*“les arbustes d’aujourd’hui seront les grands arbres de demain”*);
- > les femmes doivent être partenaires à part entière du développement rural.





*"Malle aux trésors" contenant jumelles, boussole, guides, etc., permettant aux visiteurs des gîtes ruraux de découvrir le Parc naturel du Livradois-Forez [France]*

## — "Environnement et développement durable dans l'Europe rurale"

L'atelier a d'abord rappelé le contexte global dans lequel doit être redéfinie une "politique européenne de développement durable": la multiplicité des forces en présence, la brièveté de l'échéancier de décision (1999) et la sensibilisation accrue de l'opinion publique aux questions environnementales. Sur ce dernier point, on constate cependant un fossé entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud: *"sur les 17 interventions de l'atelier, 3 seulement provenaient du Sud"*, fit remarquer le rapporteur, M. Michele de Benedictis, professeur à l'Université de Rome. Les participants se sont ensuite interrogés sur le meilleur niveau d'intervention pour gérer la relation entre environnement et économie: *"c'est certainement l'approche*

*territoriale qui est la plus efficace pour ce qui est par exemple de la problématique environnement-activité agricole, notamment si l'on veut résoudre la dichotomie existant entre agriculture intensive et agriculture extensive et tenir compte de la multifonctionnalité du secteur agricole."*

En ce qui concerne les politiques à en engager, on préconise donc un encadrement institutionnel territorial, tout en étant conscient des problèmes que la formule soulève: coûts plus élevés de l'information, du suivi et du contrôle, programmes de formation environnementale encore insuffisants, etc.

D'où la nécessité de renforcer l'appui institutionnel, grâce à une intégration "horizontale" et "verticale" des instruments (intégration horizontale: encourager un partenariat entre secteur public et secteur privé, par exemple; intégration verticale: redéfinir les responsabilités et les compétences institutionnelles de chaque niveau d'intervention). La mise en place d'indicateurs fiables au niveau local est également une nécessité. En réalité, il ne s'agit pas de créer de nouvelles politiques mais d'ajuster les politiques existantes, avec plus de transparence.

Enfin, en matière de politique agricole notamment, les intervenants de l'atelier plaident pour l'application du principe du "pollueur payeur", tout en prévoyant des versements compensatoires encourageant les méthodes de production respectueuses de l'environnement.

*Animation dans une école rurale du Pays Cathare [France]*





## “La qualité de la vie dans les zones rurales”

*“Dire ‘développement et qualité de vie’ est un pléonasmisme”; “si au XIXe siècle, la ville représentait l’accès à la richesse, au XXe siècle, la campagne bien pensée pourrait être le lieu du bonheur retrouvé”... Autant d’expressions glanées au cours de ce groupe de travail qui a d’emblée fixé deux paramètres essentiels à la réflexion sur la qualité de vie en milieu rural: l’être humain (“les gens, les familles...”) doit être la préoccupation centrale des interventions; la campagne ne doit pas être idéalisée, ni par les ruraux ni par les urbains (“se méfier du ‘néo-ruralisme’ romantique”).*

*“Grand ensemble de petites choses”, la qualité de vie dans les zones rurales peut cependant se résumer à trois facteurs principaux: l’intensité des liens sociaux dans les villages, l’accès à l’information et à la formation, la disponibilité des services (transports, action sociale, santé, loisirs, commerces, etc.), dont la qualité doit atteindre un niveau comparable à celui du milieu urbain.*

*La qualité de vie doit bénéficier tant à la population locale qu’aux visiteurs des villes, ces derniers devant cependant “reconnaître la campagne pour ce qu’elle est et non pas pour ce qu’ils rêvent qu’elle soit”, a d’ailleurs souligné un agriculteur.*

*Dans un monde rural “où tout service coûte plus cher”, l’intervention politique et les aides publiques jouent un rôle prépondérant. L’action du secteur associatif est également déterminante, de même que le bénévolat (qui devrait bénéficier d’un statut juridique clairement établi). Les participants à l’atelier proposent donc la stratégie suivante:*

- > nécessité absolue d’une démarche “ascendante” pour mobiliser les “forces vives” du territoire;
- > réalisation d’un diagnostic des besoins tenant compte des attentes de toutes les catégories de population (une jeune femme a par exemple fait remarquer que “les jeunes ne recherchent pas forcément la tranquillité”!);
- > appui à des actions ciblées, “sur mesures”, générant revenus et emplois;
- > simplification des procédures administratives (la création d’un “Fonds rural” unique a été évoquée par certains intervenants);
- > réalisation régulière de “bilans locaux de la qualité de vie”.



Le Grand-Prix du Portugal 1994 au Centre hippique de Ponte de Lima [zone LEADER Vale do Lima]

## “Partager ses expériences: la coopération et le transfert de bonnes pratiques comme moyens de promotion du développement rural”

Cette table-ronde, à laquelle ont participé de nombreuses associations d’envergure européenne, a d’abord inventorié 7 types de besoins auxquels les réseaux peuvent répondre: l’information, la mobilisation des citoyens du monde rural, l’acquisition de compétences et la formation, l’innovation, la coopération transnationale, l’organisation collective des acteurs ruraux pour faire avancer des propositions communes, l’ouverture aux pays de l’Est et du Sud.

Ces réseaux sont très divers en termes de problématiques rurales, de publics concernés, de centres d’intérêt, etc. et cette diversité est une richesse qui exprime la complexité des nouveaux processus de développement à mettre en oeuvre en milieu rural. Plusieurs participants ont fait part de l’importance de rechercher des complémentarités entre les divers réseaux et d’éviter ainsi les superpositions. La création d’un “Forum” permettant la rencontre entre les divers réseaux et un dialogue renforcé avec les institutions européennes a également été souhaitée. Il serait aussi urgent de reconnaître juridiquement la notion d’“association européenne”.

Dans un monde rural en pleine mutation, les réseaux seront amenés à jouer un rôle croissant, en permettant de mobiliser la diversité des acteurs européens concernés par le devenir de l’Europe rurale, en facilitant les échanges et coopérations entre territoires d’Europe. Le rôle joué par le réseau LEADER et les Carrefours ruraux

- a ainsi été particulièrement souligné.
- Les réseaux devront être au coeur de la nouvelle politique de développement rural et l'impulsion européenne restera un élément fondamental pour leur action, car les réseaux peuvent apporter plusieurs contributions essentielles:
- > ils sont un élément fondamental de la "plus-value communautaire";
  - > ce sont des lieux de créativité et d'anticipation qui participent à l'indispensable innovation et à son transfert;
  - > interface entre le "local" et le "global", ils facilitent l'ouverture des territoires ruraux.

### "Les stratégies du développement local dans les zones rurales et l'approche ascendante"

Le rapporteur, Mme Patricia O'Hara, consultante en développement rural, a d'abord rappelé les avantages d'un développement basé sur l'approche "ascendante": démocratie locale, prise en compte de la diversité des zones rurales européennes, subsidiarité entre le "local" et le "global", efficacité du travail en partenariat, etc. On constate que si l'approche ascendante est déjà une pratique courante dans le cadre de nombreux programmes, certaines conditions s'imposent si on veut progresser dans la démarche et l'appliquer à la politique rurale européenne dans son ensemble.

Ces conditions sont:

- > une meilleure coordination entre les différents niveaux d'appui (local, régional, national, européen);
- > une intégration des politiques et des programmes trop souvent conçus en fonction d'interventions sectorielles;
- > une simplification des procédures et des responsabilités administratives;
- > un plus juste équilibre entre démocratie "participative" et démocratie "représentative" ("les autorités locales

*peuvent être autant un frein qu'un 'facilitateur' du développement");*

- > une meilleure prise en compte de l'importance du travail bénévole, notamment celui des femmes, souvent insuffisamment reconnu à sa juste valeur;
- > le renforcement des compétences et la formation au développement local.

D'autres enjeux propres à l'approche ascendante ont également été soulignés: la mobilisation de l'épargne locale et le rôle des institutions financières; les disparités en termes de ressources et de pouvoir au sein d'un même partenariat; la contrainte de la durée ("*le développement est un processus long*"); le manque de ressources humaines dynamiques dû à l'exode des jeunes; l'indispensable soutien à l'agriculture afin de maintenir les jeunes sur les exploitations.

Les participants ont aussi examiné la nécessaire rencontre entre l'approche "ascendante" (les acteurs locaux) et l'approche "descendante" (l'appui institutionnel): loin de s'opposer, celles-ci sont complémentaires et peuvent même se renforcer l'une et l'autre si elles sont bien coordonnées et s'il existe un bon équilibre entre les différents niveaux d'appui.

Enfin, l'attention est attirée sur la nécessité d'inclure tout le monde dans le processus de développement: "*la cohésion doit être plus que jamais la règle, entre les individus comme entre les régions.*"

A noter que c'est le Professeur Joe Mannion de l'Université de Dublin (UCD) qui avait rédigé le document préparatoire de cet atelier, correspondant largement à son article publié dans LEADER magazine n°12. <



Partager  
ses expériences:  
séminaire LEADER  
à Kalabaka [Grèce]



# Déclaration de Cork:

## “Un milieu rural vivant”

**La Conférence européenne sur le Développement rural  
réunie à Cork (Irlande), du 7 au 9 novembre 1996,**

**Constatant** que le quart de la population de l'Union européenne vit dans les zones rurales et que celles-ci représentent plus de 80% du territoire de l'Union; que ces zones sont caractérisées par un tissu culturel, économique et social unique, une extraordinaire mosaïque d'activités, une grande diversité de paysages (des bois et des champs, des sites naturels intacts, des villages et des petites villes, des centres régionaux, des petites entreprises);

**D'avis** que les zones rurales et leurs habitants sont véritablement un atout pour l'Union européenne et ont la capacité d'être compétitifs;

**Consciente** que les terres agricoles et les forêts représentent de loin le plus important des modes d'occupation de l'espace dans les zones rurales de l'Europe; qu'elles ont une influence forte sur les paysages européens et que l'agriculture est et doit demeurer une interface majeure entre la population et l'environnement; que les agriculteurs ont à charge d'être les gardiens de beaucoup des ressources naturelles du milieu rural;

**Rappelant** que l'agriculture et la forêt ne sont plus prédominantes dans les économies en Europe; que leur importance relative dans l'économie continue à décliner et que, par conséquent, le développement rural doit s'adresser à tous les secteurs socio-économiques présents en milieu rural;

**Observant** que les citoyens européens accordent une importance croissante à la qualité de la vie en général et en particulier, aux notions de qualité, de santé, de sûreté, de développement personnel et de loisirs; que les zones rurales sont exceptionnellement bien placées pour répondre à ces attentes et peuvent être à la base d'un modèle de développement de qualité, original et moderne;

**Reconnaissant** que la politique agricole commune (PAC) devra s'adapter à une nouvelle donne et à de nouveaux défis, en termes de demande et de préférences du consommateur, d'évolution du commerce international et face au prochain élargissement de l'Union européenne; que le passage du soutien par les prix au soutien par des aides directes va se poursuivre et que la PAC et le secteur agricole devront s'y adapter; que les agriculteurs doivent être aidés dans ce processus d'adaptation et ont besoin de recevoir des indicateurs clairs pour l'avenir;

**S'attendant** à ce que la justification des paiements compensatoires issus de la réforme de la PAC de 1992 soit de plus en plus contestée;

**Persuadée** que le principe d'un soutien financier public pour le développement rural, harmonisé avec une gestion adéquate des ressources naturelles, avec le maintien et l'amélioration de la biodiversité et des paysages entretenus, est de plus en plus admis;

**Reconnaissant** que, si les réformes successives de la politique agricole commune et des politiques européennes de développement rural en ont amélioré la

transparence et l'efficacité, un certain nombre d'incohérences et de doubles emplois sont apparus et la complexité du dispositif juridique s'est accrue;

**Résolue** à promouvoir par tous les moyens possibles la valorisation du potentiel local pour assurer le développement durable des zones rurales et, en particulier, à soutenir les initiatives privées ou émanant des communautés locales, qui prennent pleinement en compte la globalisation des marchés;

**Annonce** le programme suivant pour le développement rural dans l'Union européenne, en dix points.

### Point 1 - Préférence rurale

Le développement rural durable doit être élevé au rang de priorité de l'Union européenne et doit devenir le principe fondamental qui sous-tend toute politique rurale, dès maintenant et après l'élargissement. Ses objectifs sont les suivants: inverser l'exode rural, combattre la pauvreté, stimuler l'emploi et l'égalité des chances; répondre aux exigences croissantes en matière de qualité, de santé, de sûreté, de développement personnel et de loisirs; améliorer le bien-être dans les zones rurales. La nécessité de préserver la qualité de l'environnement rural et de l'améliorer doit être partie intégrante de toutes les politiques communautaires qui se rapportent au développement rural. Il faut établir un équilibre plus juste entre zones rurales et zones urbaines, dans l'affectation des dépenses publiques, dans les investissements en infrastructures, dans les services d'éducation, de santé et de communication. Une part accrue des ressources disponibles doit être affectée à la promotion du développement rural et à la réalisation d'objectifs environnementaux.

### Point 2 - Approche intégrée

La politique du développement rural doit être multidisciplinaire dans sa conception et multisectorielle dans son application, en privilégiant l'approche territoriale. Elle doit s'appliquer à toutes les zones rurales de l'Union, en respectant le principe de concentration au moyen d'une différenciation du cofinancement au profit des zones dont les besoins sont plus importants. Elle doit être fondée sur une approche intégrée, en réunissant dans un même cadre juridique et instrumental, l'adaptation et le développement de l'agriculture, la diversification économique – en particulier, les entreprises de petite et moyenne dimension et les services ruraux –, la gestion des ressources naturelles, l'amélioration des prestations liées à l'environnement, ainsi que la mise en valeur du patrimoine culturel, du tourisme et des activités de loisirs.

**Point 3 - Diversification**

L'appui à la diversification des activités économiques et sociales doit se concentrer sur un ensemble de moyens de nature à favoriser des initiatives capables de se développer par elles-mêmes émanant du secteur privé et des communautés rurales: investissement, assistance technique, services aux entreprises, infrastructures adéquates, éducation, formation, diffusion des progrès des technologies de l'information, renforcement des petites villes en tant que partie intégrante des zones rurales et éléments-clés de leur développement, promotion du développement de communautés rurales viables et rénovation des villages.

**Point 4 - Durabilité**

Les politiques devraient promouvoir un développement rural de nature à assurer durablement la qualité et les aménités des paysages ruraux de l'Europe (ressources naturelles, biodiversité, identité culturelle), et de manière à ce que leur utilisation par la génération actuelle ne compromette pas les options des générations de demain. Dans nos actions au niveau local, nous devons être conscients de nos responsabilités au niveau global.

**Point 5 - Subsidiarité**

La diversité des zones rurales de l'Union implique que la politique de développement rural respecte le principe de subsidiarité. Aussi décentralisée que possible, cette politique doit être fondée sur le partenariat et sur la collaboration entre tous les niveaux de responsabilité concernés (local, régional, national, européen). Elle doit privilégier la participation des acteurs et les initiatives émanant de la base (approche "bottom-up"), qui permettent de conforter la créativité et la solidarité des communautés rurales. Le développement rural doit être local et conduit par les communautés rurales, au sein d'un cadre européen cohérent.

**Point 6 - Simplification**

La politique de développement rural, en particulier dans son volet agricole, doit faire l'objet d'une simplification radicale quant à sa réglementation. Toute renationalisation de la PAC étant exclue, il faut assurer une meilleure cohérence de ce qui est effectué actuellement au travers de nombreux canaux séparés, limiter la réglementation communautaire à des règles et des procédures générales, introduire plus de subsidiarité dans la prise de décision, décentraliser la mise en oeuvre et, de manière générale, assurer une plus grande flexibilité.

**Point 7 - Programmation**

La mise en oeuvre des programmes de développement rural doit se fonder sur des procédures cohérentes et transparentes, sous la forme d'un programme unique de développement rural par région, et d'un instrument unique pour le développement rural durable.

**Point 8 - Financement**

Il faut encourager l'affectation des ressources financières locales à des projets locaux de développement rural. Il faut aussi encourager des techniques d'ingénierie financière en matière de crédit rural, pour mieux mobiliser les synergies entre financement public et privé, pour réduire les contraintes financières qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises, pour promouvoir l'investissement productif et pour diversifier les économies rurales. Une plus grande participation du secteur bancaire (public et privé) et d'autres intermédiaires doit être encouragée.

**Point 9 - Gestion**

La capacité de gestion et l'efficacité des autorités régionales et locales, de même que celles des groupes issus des communautés locales, doivent être améliorées en leur fournissant, lorsque cela est nécessaire, l'assistance technique, la formation, de meilleurs outils de communication, le partenariat, la diffusion de la recherche et de l'information, l'échange d'expérience dans des réseaux reliant les régions et les communautés rurales dans toute l'Europe.

**Point 10 - Evaluation et recherche**

Le suivi, l'évaluation et l'analyse des résultats devront être renforcés pour assurer la transparence des procédures, pour garantir le bon usage des crédits publics, pour stimuler la recherche et l'innovation et pour permettre un débat public en toute connaissance de cause. Les intéressés doivent être non seulement consultés lors de la conception et de la mise en oeuvre, mais aussi impliqués dans le suivi et l'évaluation.

**Conclusion**

Nous, les participants de la Conférence européenne sur le développement rural, réunis à Cork, demandons instamment aux décideurs politiques de l'Europe:

- > de faire prendre conscience à l'opinion publique de l'importance d'un nouveau départ pour la politique de développement rural;
- > de faire des zones rurales, des lieux de vie et de travail plus attrayants, siège d'une vie plus riche pour des habitants venus d'horizons variés et de tous âges;
- > de soutenir ce programme en dix points et de coopérer à titre de partenaire à la réalisation de chacun des objectifs que renferme la Déclaration;
- > de promouvoir activement le développement rural durable à l'échelon international.

**9 novembre 1996**





North Yorkshire Heritage Coast [Royaume-Uni]

# Mobilisation générale

**La frange littorale du Yorkshire, au nord-est de l'Angleterre, est un milieu rural dont les trois activités traditionnelles – pêche, agriculture et tourisme – sont en crise. Une stratégie de développement intégré a été récemment mise au point pour diversifier et dynamiser l'économie du territoire. Venu à point nommé, LEADER II est l'instrument privilégié pour identifier les besoins locaux. Avec la population.**

**"On croirait jouer au Monopoly!",** s'exclame un membre du "groupe LEADER de Whitby" en piquant sur la grande carte étalée sur le sol un petit drapeau indiquant qu'à cet endroit, existe un besoin non satisfait ou un problème à résoudre. Il s'agit de la deuxième réunion du groupe, l'un des cinq comités mis sur pied dans la zone LEADER. A l'ordre du jour: l'adoption d'une charte de fonctionnement et un premier inventaire des problèmes de la localité. *"Une carte ou une maquette permettent de bien visualiser la situation, donnent un aspect ludique à la démarche d'inventaire et constituent un bon sup-*

*port médiatique pour mobiliser la population",* explique Ingrid Salomonsen qui anime la réunion. C'est elle qui coordonne LEADER pour la "North Yorkshire Heritage Coast", l'un des deux territoires bénéficiaires du programme LEADER II régional "North of England Heritage Coast" approuvé fin 1995. Comme son nom l'indique, celui-ci concerne les zones côtières du nord de l'Angleterre classées "patrimoine naturel" ("Heritage Coasts")(\*).

Deux comtés sont concernés: le Northumberland et le North-Yorkshire. Ce programme régional est géré par une "Fondation LEADER II" ("Trust") créée au printemps 1996 et composée des collectivités territoriales et agences publiques de développement concernées, ainsi que du National Trust, la plus importante organisation pour la protection du patrimoine naturel et culturel britannique.



## Diversification

Avec ses 14 000 habitants, Whitby est la "grande" ville de cette zone LEADER, étroite bande de terre s'étendant sur une cinquantaine de kilomètres le long de la Mer du Nord, entre le cap Flamborough et l'estuaire de la Tees, en excluant cependant Scarborough (103 000 habitants), le chef lieu administratif régional. Une grande partie de la zone coïncide également avec le North York Moors National Park, vaste étendue de bruyères (499 km<sup>2</sup>) très peu peuplée.

Comme beaucoup des 17 "parishes" (municipalités) de la zone, Whitby est à la fois un port de pêche et une station balnéaire. Mais la pêche, artisanale, est en profonde crise et les vacances bon marché dans des lieux exotiques au climat plus clément ont mis à mal le secteur touristique: "la fréquentation connaît une baisse sensible depuis quelques années, alors que l'offre d'hébergements est pléthorique", déplore John Smith, maire de Whitby.

Depuis les années 60, le tourisme était le moteur d'une économie locale habituée à fonctionner sans aides publiques importantes: "nous n'étions ni une zone urbaine en crise ni une zone rurale défavorisée", explique Ray Williamson du Scarborough Borough Council. "Mais la situation n'était plus tenable et nous avons décidé de nous mobiliser pour diversifier l'économie. En 1995, nous avons créé un partenariat regroupant le Conseil de Comté, la Commission du Développement rural (ndlr: organisme en charge du développement rural en Angleterre) et des acteurs privés."

Initialement doté d'un budget annuel de 250 000 ECU, ce "Yorkshire Coast Economic Development Partnership" élabore un "plan d'action locale" et obtient peu après la possibilité de bénéficier de deux sources de financement majeures: le programme d'Objectif 5b et le "Single Regeneration Budget" (environ 6 millions d'ECU pour la zone), un programme anglais longtemps réservé aux zones urbaines mais maintenant accessible, sur concours, à tout type de territoire. En 1996, deux Initiatives communautaires viennent renforcer ces ressources: PESCA (restructuration du secteur de la pêche) et LEADER, toutes deux affectées exclusivement au littoral. "LEADER est un instrument très important pour les villages côtiers. Il va d'abord nous permettre d'identifier avec les populations concernées les besoins locaux en organisant des 'audits de village' (ndlr: voir encadré à la page suivante). Les projets qui en sortiront seront ensuite soit financés par LEADER - je pense surtout aux projets à petite échelle - soit par les autres programmes pour ce qui est des initiatives de plus grande envergure." Anticipant cette stratégie, le partenariat a créé une cellule d'assistance technique LEADER à laquelle participent notamment les différentes administrations territoriales et des experts du Parc national (celui-ci conduit des actions de développement local sur son territoire).

Opération de rénovation soutenue par le North York Moors National Park







Sculpture d'une borne indicatrice de la "Côte du Patrimoine"

## Sensibilisation

Le premier objectif de LEADER est donc de financer des "audits de village" – à 100% avec un plafond de 2 500 ECU par audit –, "une somme qui devrait être largement suffisante, un audit de village n'étant pas une opération très coûteuse", indique Ingrid Salomonsen qui, depuis septembre 1996, multiplie les réunions publiques et rencontre tous les conseils municipaux concernés par LEADER: "il n'est pas facile de mobiliser une population individualiste - le milieu associatif est très faible ici -, relativement âgée et où les agriculteurs sont très perplexes quant au développement rural car ils vivent une situation difficile..."

La responsable LEADER réussit cependant à recruter des "battants" dans chaque village. Tel Will Terry, jeune agriculteur, conseiller municipal et membre du comité LEADER de Fylingdales: "en tant que jeune, je me sens obligé de m'impliquer, d'autant plus que les municipalités ont récemment gagné beaucoup de prérogatives en matière de développement local."

Composés d'élus et d'acteurs économiques locaux (agriculteurs, représentants d'association, artisans, opérateurs touristiques, etc.), les cinq comités LEADER sont d'abord chargés d'organiser les audits (d'ici janvier 1997). Ensuite, au fur et à mesure que des projets seront identifiés (courant 1997), ils deviendront autant de "groupes d'action locale", responsables de la sélection et de la gestion des projets soutenus, et auront chacun un représentant au "North of England Coastal Zone LEADER Trust" qui gère le programme régional.

Ingrid croise les doigts: "nous sommes entrés dans une phase cruciale; LEADER II est en train de passer du 'cocon'

administratif, en quelque sorte, à son appropriation par la population locale. C'est du moins ce que j'espère!" En arrivant au bureau l'autre matin, elle a trouvé un message très encourageant sur le répondeur: "Bonjour, c'est le maire de Hawsker cum Stainsacre... Nous avons réfléchi à votre proposition d'hier soir et nous sommes d'accord pour organiser un audit dans les plus brefs délais..."

(\*) Depuis le début des années 1970, 45 zones côtières ont été classées "côtes du patrimoine" par la Countryside Commission (Commission du milieu rural) en Angleterre et au Pays de Galles.

**Superficie de la région:** 668 km<sup>2</sup>  
**Population:** 39 062 habitants  
**Financement LEADER II:** 1 875 000 ECU

**North Yorkshire Heritage Coast LEADER Programme**  
St-Hildas Business Centre  
The Ropery  
Whitby, North Yorkshire YO22 4ET (UK)  
Tél: +44 1947 600 553 - Fax: +44 1947 604 923

## Le développement en prise directe:

# les “audits de village”



Outil démocratique au service du développement, les “village appraisals” (“audits de village”) ou “community appraisals” (“audits locaux”) constituent un excellent moyen de mobiliser la population locale, d’identifier les forces, les faiblesses, les besoins du territoire, et d’élaborer collectivement des projets en conséquence. Leur succès est tel que, d’abord conçu pour le milieu rural, ce type d’opération est de plus en plus appliqué aux zones urbaines.

Une carte facilite  
l’identification  
des besoins locaux  
[réunion du  
comité LEADER  
de Whitby, NYHC]

Les principes de cette spécialité britannique s’inspirent du modèle “Planning for Real” (aménager en prise directe) mis au point au tournant des années 70 et 80 par Tony Gibson, un spécialiste anglais du développement local. En 1987, est publié “The Local Jigsaw” (le puzzle local), premier guide destiné à la réalisation d’un audit. En 1994, l’unité de recherche en développement rural du Cheltenham and Gloucester College of Higher Education a produit un outil informatique (\*) facilitant la réalisation de l’opération (élaboration d’un questionnaire, traitement des données, etc.).

12 étapes sont nécessaires pour mener à bien l’audit:

1. en accord avec les autorités locales, organiser une réunion d’information, “prendre le pouls” de la population et mettre sur pied un comité de pilotage de l’opération (une dizaine de personnes représentatives de tous les secteurs concernés par le développement local);
2. identifier les objectifs et décider de l’échelle géographique de l’audit (portera-t-il sur toute la zone? Sur une partie de celle-ci? Sur un village en particulier? Etc.);
3. identifier les sources de financement possibles pour la réalisation de l’audit (sponsors privés, collectivités locales, programmes régionaux, nationaux, européens – LEADER, PACTE –, etc.);
4. fixer collectivement un échéancier réaliste et déterminer les moyens les plus efficaces de faire connaître l’opération;
5. se familiariser avec les méthodes d’audit de village;
6. faire l’inventaire des questions considérées par la population locale comme importantes et devant être approfondies;
7. élaborer un questionnaire en fonction des priorités identifiées;
8. distribuer ce questionnaire dans la zone concernée;
9. analyser les réponses obtenues;

10. ajuster les objectifs de l’audit en fonction des résultats de l’analyse et rédiger (de la façon la plus attrayante possible) un rapport comportant une série de recommandations opérationnelles;
11. rendre public ce rapport et identifier les différents interlocuteurs institutionnels avec qui négocier la mise en oeuvre des projets identifiés;
12. refaire le point au bout d’un an pour voir comment les choses ont évolué.

L’exemple des “audits de village” commence à faire des émules et de nombreux groupes LEADER, au Royaume-Uni mais aussi en Irlande, en France, en Belgique et ailleurs en Europe, procèdent à des consultations locales basées sur ce modèle (\*\*).

---

(\*) “Village Appraisals”, manuel et logiciel publiés par The Countryside and Community Research Unit, Cheltenham and Gloucester College of Higher Education, Francis Close Hall, Swindon Road, Cheltenham, Gloucestershire GL50 4AZ (UK). Tél: +44 1242 532 912.

(\*\*) voir aussi “Consultation villageoise et développement rural”. Publié par la Fondation rurale de Wallonie. 1996. FRW, 11 rempart de la Vierge, B-5000 Namur. Fax: +32 81 224 577.





Evros [Grèce]

# Les fruits du volontarisme

**Le modèle de développement intégré mis en oeuvre par la municipalité de Tychero et peu à peu reproduit dans les autres parties de la zone LEADER d'Evros (Thrace), laisse entrevoir un redéveloppement de cette région frontalière longtemps laissée pour compte. A condition cependant que le secteur privé prenne le relais de l'initiative publique.**

*"Notre action commence à porter ses fruits",* affirme avec un brin de fierté Christos Hatzopoulos. Le maire de Tychero, localité de 2 500 habitants située à quelques kilomètres de la frontière turque, ne saurait pas si bien

dire: la scène a lieu au bord de l'un des champs de framboises que la municipalité a plantés en 1995 et qui viennent de produire leur première récolte: 50 tonnes. *"Il s'agissait de diversifier l'agriculture en introduisant de nouvelles productions, plus rémunératrices",* explique le maire. *"Nous avons commencé en 1990 avec les asperges, production dont profitent à présent 70 agriculteurs locaux; c'est maintenant le tour des framboises, culture qui a l'avantage de pouvoir procurer des revenus importants sur des superficies relativement limitées."*

Plus que la création d'une nouvelle filière agricole (les fruits sont transformés en confiture, conditionnée et commercialisée par une coopérative locale), c'est avant tout la démarche suivie qui présente un intérêt. Elle est exemplaire de la stratégie de développement mise en oeuvre à Tychero: la commune prend l'initiative du projet et se charge de tous les investissements nécessaires; les particuliers intéressés exploitent ensuite l'infrastructure créée. Dans le cas des framboises par





En attendant la première récolte de framboises...

— exemple, la municipalité, propriétaire des 10 ha mis en culture, a fourni les plants, l'assistance technique, le système d'irrigation, etc. (coût: environ 116 ECU/are), à charge aux producteurs ayant souscrit au projet (bail de 15 ans; montant total du "loyer" correspondant aux frais encourus par la commune) de prendre soin de leur concession (taille, sarclage, etc.)... et de récolter, à leur profit, les précieux fruits rouges. C'est la même stratégie qui prévaut pour l'ensemble des projets réalisés par la municipalité: ainsi aux abords du village, un ancien marais a été transformé en lac artificiel. Le site concentre un nombre impressionnant de bâtiments et d'équipements: centre culturel et de loisirs, piscine, hôtel de 15 chambres, cafétéria, aire de jeux, etc. 34 logements sociaux ont également été construits au bord du lac et à proximité, une ancienne exploitation agricole a été reconvertie en "ferme pédagogique" et centre équestre. L'aménagement d'une marina est également prévu. Pour l'instant, le fonctionnement des équipements collectifs de ce très récent complexe est assuré par des employés municipaux et par des bénévoles, mais l'objectif à terme est d'en confier la gestion à des opérateurs privés.

## Egnatia

La participation du secteur privé est cependant un défi de taille dans ce milieu rural traditionnellement défavorisé, les autorités centrales ayant longtemps manifesté peu d'intérêt pour le développement de cette région partageant une frontière avec la Bulgarie et la Turquie. L'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne et la chute de l'empire soviétique ont contribué à décrire la situation et à davantage ouvrir sur l'extérieur le nord-est du pays. Cette ouverture est d'ailleurs en train de se matérialiser, littéralement, avec la construction de l'"Egnatia", grande route européenne qui, à l'instar de l'ancienne voie romaine dont elle suit le tracé, permettra de relier beaucoup plus facilement Rome à Istanbul, tout en désenclavant la région.

Depuis quelques années également, la Thrace est, tant pour l'Union européenne que pour le gouvernement grec, une zone d'intervention prioritaire, les aides aux entreprises pouvant atteindre 50% des coûts d'investissement. Les bouleversements de la conjoncture politique internationale dans cette partie du monde ont également affecté la démographie locale: des milliers de Grecs vivant en Russie ou en Géorgie se réinstallent progressivement dans la mère patrie et les autorités grecques en incitent beaucoup à se fixer en Thrace, compensant ainsi l'exode rural dont a longtemps souffert la région. "Les rapatriés représentent un apport de forces vives", souligne le maire de Tychero. "Ils sont l'un des principaux groupes cibles de notre action. Ainsi 14 ménages sont concernés par l'opération framboises, priorité leur ayant été accordée lors de la distribution des concessions, tout comme les familles sans terre et les jeunes chômeurs désirant rester au pays."

Deux autres actions menées par la commune de Tychero les concernent aussi directement: la création d'une coopérative de tissage impliquant 115 femmes, dont beaucoup de rapatriées, et la construction de nouveaux logements sociaux. "Notre objectif est d'en construire 130", précise Christos Hatzopoulos, "pas seulement pour les rapatriés mais aussi pour les jeunes ménages. Mon vœu le plus cher est de pouvoir doubler la population de la commune au cours des prochaines années..." —

Conditionnement des asperges à la coopérative de Tychero







## Itinéraire d'un leader

Le développement tous azimuts de la municipalité de Tycherio doit beaucoup à la volonté et au charisme de son maire, Christos Hatzopoulos.

Etudiant les sciences politiques à l'université de Pérouse au tournant des années 60 et 70, il est très impressionné par le phénomène dit de la "Troisième Italie" qui émerge alors en Ombrie (\*): "Je me suis pris à rêver de voir appliquer ce modèle chez moi, en Thrace. Après tout, nous partageons de nombreuses similarités culturelles avec les Italiens et les zones de la 'Troisième Italie' étaient au départ, comme chez nous, des zones laissées pour compte... Pourquoi ce type de développement, basé sur l'initiative locale et le dynamisme des petites entreprises familiales travaillant en réseaux, ne fonctionnerait-il pas chez nous? J'étais convaincu que cela valait la peine d'essayer..."

Il a 25 ans lorsqu'il se réinstalle à Filakto, son village d'origine, dont il devient le maire en 1978.

"J'ai pu alors mettre mes idées en pratique", raconte-t-il. "Nous n'avions ni route goudronnée ni égouts. J'ai proposé la chose suivante: la commune achète les matériaux et les hommes du village construisent la route. Les gens ont accepté, tout le monde a retroussé ses manches et deux ans plus tard, nous avons enfin une route décente et un système de tout-à-l'égout."

En 1984, le Parlement hellénique vote une loi encourageant, pour des raisons d'efficacité, le regroupement des petites communes. Convaincu des avantages de la démarche, Christos Hatzopoulos plaide pour le rattachement de Filakto à Tycherio. C'est chose faite l'année suivante, Tycherio devenant le premier regroupement communal réalisé en Grèce. L'opération, et son promoteur, attirent l'attention des médias à travers le pays.

Elu maire de la nouvelle entité en 1986, Christos Hatzopoulos va profiter de la notoriété qu'il a acquise pour contacter, consulter, voire inviter nombre d'experts et spécialistes du développement local à visiter Tycherio, à participer à l'élaboration de projets et, lors de soirées d'information, à convaincre la population de leur bien-fondé.

"Bien sûr, il a fallu d'abord travailler beaucoup sur les mentalités: les gens étaient résignés, démotivés par des années d'indifférence politique de la part du gouvernement central. Mais l'expérience de Filakto, la route, les égouts, ces réalisations bien visibles, démontraient qu'en 'prenant le taureau par les cornes', on pouvait

encore s'en sortir... Par contre, ce qui était évident, et beaucoup plus difficile à surmonter, c'était la faiblesse structurelle du secteur privé." L'initiative doit donc être prise par la municipalité. Celle-ci met au point un plan de développement visant trois objectifs: augmenter la productivité du secteur agricole, qui occupe 60% de la population active; améliorer la qualité de vie; créer des emplois.

LEADER I va donner à Christos Hatzopoulos et à ses collaborateurs les moyens de leurs ambitions: en décembre 1991, une agence de développement ("Dimossineteristiki Evros S.A.") est créée en collaboration avec 10 autres collectivités locales et 3 coopératives agricoles, afin de gérer l'Initiative.

A Tycherio même, deux "entreprises communales" sont mises sur pied afin de conduire les différents projets.

L'action sociale est aussi une préoccupation forte de la municipalité, qui prend en charge le transport scolaire (une première en Thrace), la médecine préventive pour les personnes âgées (permanence médicale hebdomadaire; autocar affrété mensuellement vers les services médicaux d'Alexandroupolis) ainsi que certaines animations culturelles et récréatives (festival de spectacles folkloriques; excursions organisées à l'intention de la population locale). Des emplois municipaux sont par ailleurs réservés aux handicapés.

Deux chiffres traduisent l'ampleur des actions de développement qui ont été réalisées dans la commune en conjuguant appuis locaux, nationaux et européens: entre 1986 et 1995, le budget annuel de Tycherio est passé de 105 000 à 2 800 000 ECU.

En décembre 1995, l'Académie d'Athènes récompensait les efforts de l'équipe communale en décernant à la municipalité de Tycherio son "Prix du Développement durable".

---

(\*) voir l'article de Giuseppe Canullo dans LEADER magazine n°5 (1993).

— La politique volontariste des différentes instances gouvernementales, cet *“apport de forces vives”* que constituent les rapatriés, sont autant de raisons qui rendent optimistes quant à l’implication du secteur privé les membres de l’agence de développement *“Dimossineteristiki Evros S.A.”*, groupe d’action locale, et son directeur, Dimitrios Karavassilis: *“à supposer qu’il ait jamais existé, le défaitisme est derrière nous. Les gens voient tout ce qui a été accompli, ils sentent que les choses bougent et ils commencent à se lancer... Si LEADER I a été essentiellement porté par l’initiative publique, entre 70 et 80% des investissements prévus pour LEADER II relèvent de la participation privée.”*

La petite bourgade de Feres (6 000 hab.) est à présent dotée d’un parc organisé autour d’un ancien aqueduc (9 000 visiteurs par an). LEADER I a permis d’aménager des promenades et de construire un amphithéâtre ainsi qu’un café géré par la coopérative de femmes *“Ekavi”*. Ses 34 membres (conjointes d’agriculteur, femmes sou-

haitant retrouver une activité professionnelle, etc.) confectionnent et commercialisent toutes sortes de produits artisanaux: fruits confits et pâtisseries traditionnelles mais aussi poteries et tissages. Lieu de convivialité pour les femmes et les familles du village, le café sert aussi de point de vente pour les produits de la coopérative. *“Entre juin et septembre 1996, nous avons réalisé environ 17 000 ECU de chiffre d’affaires”*, indique Korda Fotini, l’une des administratrices d’Ekavi.

## Intégration

Cette expérience présente en réduction l’autre caractéristique importante de la stratégie du groupe d’action locale: l’intégration des différents secteurs d’activité. *“Nous cherchons toujours à inter-relier agriculture, savoir-faire traditionnels, produits locaux, culture, tourisme et infrastructures de services”*, insiste Thanassis Gouridis, agent de développement.

L’agence de développement d’Evros est en train de mettre sur pied à Soufli – localité célèbre pour ses soieries – un programme YOUTHSTART. Concrètement, il s’agit d’installer, dans les locaux restaurés d’une ancienne exploitation séricicole, une coopérative de jeunes dont l’activité consistera notamment à organiser des séjours touristiques d’une semaine intégrant les principales curiosités du territoire: sites archéologiques, centres artisanaux, etc. Sans oublier les deux attractions naturelles majeures de la zone: le delta du fleuve Evros et la réserve ornithologique de Dadia (15 000 visiteurs fréquentent annuellement cette forêt de 28 000 ha équipée et animée par le WWF; LEADER a permis également d’y créer une aire d’hébergement).

Ce type d’opération devrait être également reproduit dans l’île de Samothrace, qui a été incluse dans la nouvelle zone LEADER II. *“Samothrace peut devenir une ‘vitrine’ du tourisme durable”*, affirme Thanassis Gouridis. *“Cette île encore très peu visitée recèle une infinité de trésors naturels et culturels: la plus haute montagne des îles grecques, un littoral sauvage, de nombreux vestiges antiques, des villages très pittoresques, des sources thermales ayant un grand potentiel...”*

Le thermalisme est justement un secteur que le GAL entend particulièrement développer dans le cadre de LEADER II. Evros est en effet largement pourvu en sources thermales. Ces sources peuvent d’autant plus facilement être mises en valeur qu’on y trouve souvent à proximité de très anciens bâtiments thermaux romains ou ottomans abandonnés.

*“Revaloriser cette ressource, renforcer l’offre d’hébergements encore très insuffisante, trouver de nouveaux circuits de commercialisation pour les produits locaux, mettre en place une véritable politique de communication pour notre territoire, tout en complétant les équipements déjà existants...”* Telles sont les grandes orientations de notre programme LEADER II”, indique Dimitrios Karavassilis.

Et parmi les actions prévues, quelle est selon lui la plus innovante? *“Impossible de répondre à cette question, affirme Dimitrios, car toutes les actions sont en quelque sorte enchaînées les unes aux autres... C’est peut-être ça finalement la vraie innovation.”* <



*L’une des nombreuses sessions de formation organisées par le groupe d’action locale*

**Superficie de la région:** 1 522 km<sup>2</sup>  
**Population:** 28 351 habitants  
**Financement LEADER II:** 4 740 000 ECU  
**UE:** 2 473 000 ECU - **Public:** 593 000 ECU  
**Privé:** 1 674 000 ECU

**Dimossineteristiki Evros S.A.**  
 Ardania - GR-68500 Feres  
 Tél: +30 555 24 644 - Fax: +30 555 24 646  
 E-mail: dimossin@compulink.gr



## Le programme des activités 1997

L'Observatoire européen LEADER propose pour 1997 une dizaine de séminaires conçus autour de trois cycles consacrés respectivement à l'innovation, à la coopération transnationale et à la qualité. Chacune de ces rencontres se déroule dans une zone dont le GAL dispose d'une expérience pertinente pour le thème traité. Les dates et lieux de déroulement de la plupart des séminaires n'étant pas encore fixés à la date de rédaction de cet article (décembre 1996), le lecteur intéressé contactera l'Observatoire européen LEADER.

### CYCLE DE L'INNOVATION: "DÉVELOPPER UNE DYNAMIQUE D'INNOVATION SUR SON TERRITOIRE"

#### > "Innover en créant des complémentarités entre secteurs d'activité"

La combinaison des ressources de plusieurs secteurs différents - tourisme, agriculture, artisanat, services à la population, formation, transports, etc. - contribue à créer de nouvelles opportunités pour chaque secteur pris individuellement, renforçant ainsi la compétitivité du territoire. (Dates: 12-16 mars 1997; Langues: allemand/français/grec; Lieu: Hittisau (Vorarlberg, Autriche).

#### > "Sélectionner les projets locaux"

Comment établir des critères de sélection s'intégrant dans les objectifs stratégiques et les objectifs opérationnels du programme d'innovation rurale? Comment, à travers ces critères, privilégier des projets ou démarches innovantes? Comment évaluer la faisabilité du projet et s'assurer de sa pérennité?

#### > "Formation et développement local"

Le nombre de personnes concernées par les formations organisées dans le cadre de LEADER est souvent très élevé. Il s'agit en effet d'un moyen essentiel pour faciliter le passage "de l'idée au projet", s'engager dans des démarches collectives, acquérir les compléments de compétences nécessaires à la réussite du projet, renforcer les compétences de la population et favoriser sa participation active dans la démarche de développement local.

### CYCLE DE LA QUALITÉ: "RENFORCER LA QUALITÉ DES INITIATIVES LOCALES"

#### > "Commercialiser les produits locaux en circuits courts"

A partir d'exemples concrets, ce séminaire abordera la problématique de la vente directe et de la vente en circuits courts de différents types de produits locaux, qu'ils soient

agro-alimentaires, transformés, artisanaux ou touristiques.

#### > "Commercialiser collectivement des produits agro-alimentaires en circuits longs"

Pour la plupart des zones LEADER, l'accès aux réseaux de la grande distribution nécessite d'améliorer la qualité du produit et de sa présentation, d'atteindre, le plus souvent par des démarches collectives, un volume et une gamme suffisants, d'assurer l'interface avec les centrales de distribution.

#### > "Les zones protégées, un atout pour dynamiser le territoire"

La création de zones naturelles protégées soulève souvent des inquiétudes fortes sur les limitations possibles qu'elles peuvent imposer en matière d'activité économique. Exemples à l'appui, ce séminaire montrera au contraire que la mise en place de zones protégées peut engendrer la création d'activités nouvelles et attirer des entreprises souhaitant bénéficier de l'image "écologique" du territoire et de l'éventuel label de qualité environnementale qui lui a été décerné.

#### > "Elaborer des produits touristiques autour de la randonnée"

Le potentiel naturel de nombreuses zones LEADER amènent les groupes d'action locale à vouloir développer des produits autour du thème de la randonnée (pédestre, équestre, cycliste, etc.). Elaborer des produits originaux et de qualité autour de ce thème constitue cependant un important défi que le séminaire examinera sous ses principaux angles.

### CYCLE DE LA COOPÉRATION TRANSNATIONALE: "ASSISTANCE AUX PROJETS DE COOPÉRATION TRANSNATIONALE"

#### > "Enjeux et méthodologie de la coopération transnationale"

La coopération transnationale est un des nouveaux champs d'intervention de LEADER: le volet C de l'Initiative prévoit plus de 100 millions d'ECU pour financer ce type d'opération. L'Observatoire, quant à lui, dispose d'un budget de 4 millions d'ECU pour aider les bénéficiaires LEADER à préciser leur projet de coopération transnationale. Qu'apporte le projet de coopération au projet de territoire? Comment s'assurer que les fruits de la coopération bénéficieront réellement à la population locale? Comment choisir les partenaires les plus pertinents? Comment gérer le projet de coopération à ses différents stades?

### RENSEIGNEMENTS:

OBSERVATOIRE  
EUROPÉEN LEADER  
chaussée Saint Pierre 260  
B-1040 Bruxelles  
Tél.: +32.2.736 49 60  
Fax: +32.2.736 04 34

E-Mail:  
leader@aeidl.be

World Wide Web:  
<http://www.rural-europe.aeidl.be>

## Répertoire "Actions communautaires et développement rural"

Se présentant sous la forme d'un classeur d'une centaine de fiches recto-verso, ce répertoire présente l'ensemble des programmes, actions, mesures, etc. mis en oeuvre par l'Union européenne et susceptibles d'intéresser les acteurs ruraux. Il sera complété ou mis à jour en fonction des changements, des ajouts de programme, etc. (Prix: 1 800 BEF TTC / environ 45 ECU).

A noter également qu'une affiche LEADER II (62 cm x 93 cm) est désormais disponible.

(Prix: 700 BEF TTC / environ 18 ECU; affiche supplémentaire envoyée à la même adresse: 200 BEF TTC / environ 5 ECU).

**Nom:** LEADER

("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale")

**Type de programme:** Initiative communautaire

**Territoires concernés:** régions de l'Objectif 1 (en retard de développement), zones de l'Objectif 5b (zones rurales fragiles) et zones de l'Objectif 6 (zones nordiques à très faible densité de population) de l'Union européenne. 10% des crédits alloués aux zones 5b peuvent toutefois être affectés à des territoires limitrophes non éligibles.

**Objectifs:** dans la continuité de LEADER I (1991-1994), LEADER II vise à :

- > encourager les initiatives locales de développement rural exemplaires;
- > soutenir des opérations innovantes, démonstratives et transférables illustrant les nouvelles voies que peut emprunter le développement rural;
- > multiplier les échanges d'expériences et le transfert de savoir-faire;
- > appuyer des projets de coopération transnationale émanant des acteurs locaux des zones rurales et traduisant leur solidarité.

**Bénéficiaires:** LEADER II apporte son concours financier à deux catégories de bénéficiaires:

- > en premier lieu, les "groupes d'action locale", réunissant des partenaires publics et privés, qui établissent en commun une stratégie et des mesures novatrices pour le développement d'un territoire rural de dimension locale (moins de 100 000 habitants);
- > d'autres acteurs collectifs publics ou privés du milieu rural (collectivités locales, chambres consulaires, coopératives, associations, etc.) à la condition que leur action, plus thématique, s'inscrive dans une logique de développement au niveau d'un territoire local.

**Type de mesures:** acquisition de compétences en matière de développement rural, programmes d'innovation rurale (formation professionnelle, tourisme rural, soutien aux petites entreprises, valorisation des productions agricoles, sylvicoles et de la pêche locale, amélioration de l'environnement et du cadre de vie, etc.), coopération transnationale.

Les différentes composantes de LEADER II s'articulent autour d'un "Réseau européen du Développement rural" permettant une large diffusion (séminaires, échanges, publications) des actions innovantes entreprises en faveur du monde rural et facilitant les coopérations transnationales. Ce réseau est animé par l'"Observatoire européen LEADER".

**Durée du programme:** 6 ans (1994-1999)

**Dotation de source communautaire:** environ 1 755 millions d'ECU (dont plus de 1 000 millions pour les régions de l'Objectif 1) financés par les trois Fonds structurels.



Observatoire  
européen LEADER



Commission européenne  
DG VI Agriculture

**LEADER magazine** est la revue trimestrielle du programme de développement rural LEADER II. - **LEADER** ("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale") est une Initiative communautaire lancée par la Commission européenne et coordonnée par sa Direction Générale de l'Agriculture (unité VI-F.1.1) - Le contenu de LEADER Magazine ne reflète pas nécessairement les opinions des institutions de l'Union européenne - **Direction de la rédaction:** A.E.I.D.L./ Observatoire européen LEADER - **Editeur responsable:** William Van Dingenen, A.E.I.D.L., chaussée Saint Pierre 260, B-1040 Bruxelles - **Journalisme:** Jean-Luc Janot - **Ont collaboré à ce numéro:** Yves Champetier, Maria-Christina Makrandréou - **Photos:** groupes LEADER, Francisco Botelho, Campagne Campagne, Patrice Cartier, John Sheehan, North York Moors National Park, Nicholas Petrou, Bengt Weiler - **Photo de couverture:** Campagne Campagne - **Coordination de la production:** Christine Charlier - **Conception graphique:** Kaligram - Imprimé en Belgique sur papier blanchi sans chlore - **LEADER magazine** est publié dans les onze langues de l'Union européenne et tiré à 37 500 exemplaires. - **Renseignements:** LEADER magazine, A.E.I.D.L., chaussée Saint Pierre 260, B-1040 Bruxelles - Tél.: +32.2.736 49 60 - Fax: +32.2.736 04 34 - E-Mail: leader@aeidl.be - WWW: <http://www.rural-europe.aeidl.be>